



Mission régionale d'autorité environnementale

Auvergne-Rhône-Alpes

**Avis délibéré de la mission régionale d'autorité environnementale
sur la révision du plan local d'urbanisme de la commune de
Chazey-sur-Ain (01)**

Avis n° 2024-ARA-AUPP-1482

Avis délibéré le 3 décembre 2024

Préambule relatif à l'élaboration de l'avis

La mission régionale d'autorité environnementale (MRAe) Auvergne-Rhône-Alpes de l'Inspection générale de l'environnement et du développement durable (Igedd), s'est réunie le 3 décembre 2024 en visioconférence. L'ordre du jour comportait, notamment, l'avis sur la révision du plan local d'urbanisme de la commune de Chazey-sur-Ain (01).

Ont délibéré : Pierre Baena, François Duval, Marc Ezerzer, Jeanne Garric, Jean-Pierre Lestoille, Yves Majchrzak, Muriel Preux, Pierre Serne, Benoît Thomé, Jean-François Vernoux et Véronique Wormser.

En application du règlement intérieur de la MRAe, chacun des membres délibérants cités ci-dessus atteste qu'aucun intérêt particulier ou élément dans ses activités passées ou présentes n'est de nature à mettre en cause son impartialité dans l'avis à donner sur le document qui fait l'objet du présent avis.

La direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement (Dreal) Auvergne-Rhône-Alpes a été saisie le 4 septembre 2024, par les autorités compétentes, pour avis au titre de l'autorité environnementale.

Cette saisine étant conforme à l'article R. 104-21 du code de l'urbanisme relatif à l'autorité environnementale prévue à l'article L. 104-6 du même code, il en a été accusé réception. Conformément à l'article R. 104-25 du même code, l'avis doit être fourni dans le délai de trois mois.

Conformément aux dispositions de l'article R. 104-24 du même code, l'agence régionale de santé a été consultée par courriel le 10 septembre 2024 et a produit une contribution le 30 septembre 2024. La direction départementale des territoires du département de l'Ain a également été consultée le 10 septembre 2024.

La Dreal a préparé et mis en forme toutes les informations nécessaires pour que la MRAe puisse rendre son avis. Sur la base de ces travaux préparatoires, et après en avoir délibéré, la MRAe rend l'avis qui suit. Les agents de la Dreal qui étaient présents à la réunion étaient placés sous l'autorité fonctionnelle de la MRAe au titre de leur fonction d'appui.

Pour chaque plan ou programme soumis à évaluation environnementale, une autorité environnementale désignée par la réglementation doit donner son avis et le mettre à disposition de la personne publique responsable et du public.

Cet avis porte sur la qualité du rapport environnemental présenté par la personne responsable, et sur la prise en compte de l'environnement par le plan ou document. Il vise à permettre d'améliorer sa conception, ainsi que l'information du public et sa participation à l'élaboration des décisions qui s'y rapportent. L'avis ne lui est ni favorable, ni défavorable et ne porte pas sur son opportunité.

Le présent avis est publié sur le site internet des MRAe. Conformément à l'article R. 104-25 du code de l'urbanisme, il devra être inséré dans le dossier du projet soumis à enquête publique ou à une autre procédure de consultation du public prévue par les dispositions législatives et réglementaires en vigueur.

Aux termes de l'article R.104-39 du même code, l'autorité qui a arrêté le plan ou le programme met à disposition une déclaration résumant la manière dont il a été tenu compte du rapport environnemental et des consultations auxquelles il a été procédé.

Synthèse de l'avis

Le présent avis de l'Autorité environnementale porte sur la révision du plan local d'urbanisme élaborée par la commune de Chazey-sur-Ain (01). Sont analysées à ce titre la qualité du rapport d'évaluation environnementale et la prise en compte des enjeux environnementaux dans la révision du plan local d'urbanisme.

La commune de Chazey-sur-Ain d'une superficie d'environ 2 200 ha compte 1 600 habitants. Elle est située sur la rive est de la rivière « Ain » et sur l'axe routier reliant Lyon à Genève. Elle est traversée par deux lignes ferroviaires, l'autoroute 42 ainsi que par la route départementale 1084 et comprend sur son territoire ou à proximité des activités pourvoyeuses d'emplois telles que le parc industriel de la plaine de l'Ain (Pipa), un centre d'essais pour l'innovation et la sécurité dans le domaine des transports (Transpolis) et le pôle équin « le parc du cheval ».

La commune souhaite resserrer l'enveloppe urbaine autour des espaces déjà urbanisés dans le bourg et au sein des hameaux tout en favorisant des densités supérieures et des formes d'habitat différentes. Son intention affirmée est de conforter les grands espaces naturels, préserver les espaces à enjeux spécifiques de biodiversité et de paysage d'intérêt communal. Cependant, ces objectifs nécessitent d'être consolidés par un état initial approfondi de l'environnement, en croisant les enjeux environnementaux identifiés avec les zonages retenus, et en comparant le zonage graphique du PLU en vigueur avec celui du projet de PLU afin de visualiser ces évolutions et de s'assurer de la bonne prise en compte des enjeux identifiés.

L'Autorité environnementale recommande de clarifier la consommation d'espace retenue sur la période de référence, d'apporter des précisions sur les besoins non seulement en matière d'habitat, mais également d'équipements et d'activités (y compris concernant les projets d'envergure nationale identifiés comme d'intérêt général même si leur comptabilisation est différenciée) et de reprendre l'analyse de la prévision de consommation d'espace du projet de PLU en incluant l'ensemble des capacités constructibles du projet, y compris les emplacements réservés pour justifier de l'inscription dans la trajectoire « zéro artificialisation nette » (ZAN).

Un bilan carbone du projet est à réaliser en détaillant les différentes hypothèses envisagées et en estimant les impacts des projets envisagés sur les émissions de gaz à effet serre, en particulier celles liées aux mobilités afin d'identifier les leviers permettant au projet de révision de s'inscrire dans les objectifs nationaux de la stratégie nationale bas carbone.

La prise en compte de l'environnement et de la santé humaine est en renforcer par des dispositions réglementaires plus prescriptives pour prévenir les incidences du projet sur l'environnement et la santé humaine.

Avis détaillé

1. Contexte, présentation du projet de révision du plan local d'urbanisme et enjeux environnementaux

1.1. Contexte du projet de révision du plan local d'urbanisme

La commune de Chazey-sur-Ain d'une superficie d'environ 2 200 ha, est située sur la rive est de la rivière « Ain » et sur l'axe routier reliant Lyon à Genève, à environ à 11 km d'Ambérieu-en-Bugey, 39 km de Lyon et 112 km de Genève. Elle est traversée par deux lignes ferroviaires, l'autoroute 42 ainsi que par la route départementale 1084. La commune est incluse dans l'aire urbaine de Lyon. Elle compte 1 600 habitants en 2021 (source : Insee) et sa croissance moyenne annuelle a été de + 0,9 % sur la période 2015-2021 avec un solde naturel et migratoire positif. Sa population a triplé depuis les années 1970, mais un net ralentissement est observé sur la dernière décennie. Le territoire implanté en limite de la plaine de l'Ain et des contreforts du Bugey, est essentiellement agricole, avec un paysage de champs, majoritairement de cultures céréalières et de forêts. Le bourg ancien avec son château domine un méandre de la rivière. L'habitat est groupé entre le bourg de Chazey et les hameaux de Rignieu-le-Désert, L'Hôpital, Luizard et le Port de Loyes.

La commune fait partie de la communauté de communes de la Plaine de l'Ain et est comprise dans le périmètre du schéma de cohérence territorial (Scot) du Bugey-Côtière-Plaine de l'Ain¹ (Bucopa) qui l'identifie au sein de la trame urbaine comme faisant partie des « autres communes n'ayant pas vocation à s'affaiblir et devant au contraire soutenir un niveau de croissance maîtrisé et plus limité que les pôles mais qui contribue à maintenir les services et gérer l'équilibre générationnel et social de la population ».

En matière économique, le dossier mentionne la présence sur le territoire communal ou à proximité :

- Du Parc du Cheval, à la fois centre d'entraînement des chevaux de course et centre de promotion du cheval de sport, qui emploie 120 salariés et qui se situe au lieu-dit Le Luizard.
- De Transpolis, un centre d'essais pour l'innovation et la sécurité dans le domaine des transports, situé au nord de la commune, à cheval sur les communes de Chazey-sur-Ain, de Saint-Maurice-de-Rémens et de Leyment ; le site des Fromentaux est un ancien site militaire qui couvre une superficie d'à peu près 130 hectares et emploie une trentaine de salariés. En 2020, une dizaine de salariés supplémentaires ont été embauchés.
- De la Zac des Bergeries faisant partie du périmètre du parc industriel de la plaine de l'Ain (Pipa) à l'extrême sud-est de la commune. Le site héberge près de 190 entreprises et emploie plus de 8200 salariés.

1.2. Présentation du projet de révision du plan local d'urbanisme

Le PLU a été approuvé le 13 décembre 2007² et la commune a prescrit sa révision par délibération du 3 janvier 2017. Les objectifs poursuivis étaient de :

- 1 Le Scot Bucopa a été approuvé le 26 janvier 2017. En juin 2021, par arrêté du président, le syndicat mixte Bucopa a décidé d'engager une procédure de modification du Scot. Cette modification a été approuvée en février 2023. Par délibération en date du 2 avril 2024, le syndicat mixte Bucopa a décidé d'engager la révision générale du Scot.
- 2 Deux mises en compatibilité ont été réalisées depuis :

- prendre en compte les évolutions du contexte législatif national ;
- mettre à jour la politique communale en matière d'équipements publics et la transcription de ces implications dans le document d'urbanisme, notamment par la mise en place d'emplacements réservés ;
- renforcer et accompagner l'urbanisation en centre bourg.

Le projet d'aménagement et de développement durables (PADD) s'articule autour de trois axes décliné en plusieurs orientations :

- Axe 1 : un développement à maîtriser
 - orientation 1 – Le centre bourg : privilégier son développement et assurer la mixité des fonctions
 - orientation 2 – Les hameaux : une identité à préserver
 - orientation 3 – Un objectif pour toute commune : une consommation d'espace à modérer
- Axe 2 : des activités à conforter :
 - orientation 1 – Des activités agricoles à pérenniser
 - orientation 2 – Une diversité des activités économiques de proximité à favoriser
 - orientation 3 – Des activités spécialisées à maintenir
 - orientation 4 – Un accès aux nouvelles technologies à développer
- Axe 3 : un paysage et un environnement à protéger
 - orientation 1 – Préserver et mettre en valeur les identités paysagères et patrimoniales
 - orientation 2 – Une qualité environnementale des constructions et des aménagements à favoriser
 - orientation 3 – Des risques naturels à intégrer

Le projet vise à produire 108 logements à l'horizon 2034 pour permettre l'accueil de familles avec enfants dans des formes d'habitat intermédiaire ou collectif et de compléter l'offre d'habitat pour accueillir des jeunes ménages et des personnes âgées et maintenir ainsi une mixité intergénérationnelle. La commune se fixe par ailleurs l'objectif de ne pas urbaniser en dehors des enveloppes urbaines. Dans ce cadre, le PLU prévoit deux orientations d'aménagement et de programmations (OAP) sectorielles (n°1 : zone Les Verchères (2,3 ha) et n°2 : zone Centre bourg (1,1 ha)). 14 emplacements réservés sont identifiés, pour une surface totale de foncier de 54 284 m²³. Cependant « le potentiel foncier net » n'est pas clairement défini dans le dossier fourni. Ainsi, le sujet de la consommation d'espace n'apparaît pas clairement exposé .

1.3. Principaux enjeux environnementaux du projet de révision du plan local d'urbanisme et du territoire concerné

Pour l'Autorité environnementale, les principaux enjeux du territoire et du projet sont :

- la consommation d'espace et l'étalement urbain ;
- la ressource en eau, notamment vis-à-vis des capacités d'alimentation en eau potable et des systèmes d'assainissement des eaux usées ;

- En 2012 pour le tracé du contournement ferroviaire de l'agglomération ferroviaire lyonnaise (CFAL), décret du 28/11/2012 emportant mise en compatibilité du PLU,
 - En 2017 pour le projet de plateforme Transpolis.

3 Dont cinq concernent l'élargissement de voirie et cheminement doux (17 658 m²), quatre la création de voirie (26 109 m²), des équipements sportifs et création de voirie (962 m²), une station d'épuration (4 987 m²), une station de pompage (3 640 m²) et un stationnement (928 m²).

- les milieux naturels, la biodiversité et notamment la préservation des continuités écologiques ;
- les risques naturels et technologiques ;
- le changement climatique et les émissions de gaz à effet de serre (GES).

2. Analyse du rapport environnemental

2.1. Observations générales

Le rapport de présentation est structuré en quatre parties : la partie 1 correspondant au « diagnostic territorial », la partie 2 au « diagnostic environnemental », la partie 3 aux « justifications » et la partie 4 à « l'évaluation environnementale ». Le dossier est clair et bien illustré.

Concernant le diagnostic, une liste d'enjeux est proposée en conclusion de chaque thématique abordée, mais aucune territorialisation, ni carte de synthèse croisant les secteurs à enjeux identifiés avec la définition du zonage graphique du projet de PLU n'est proposée. Par ailleurs, l'état initial des futurs secteurs à urbaniser apparaît incomplet.

Un résumé non technique (RNT) d'une soixantaine de pages, relativement complet, fait l'objet d'un document à part entière. Néanmoins, il ne contient ni localisation, ni présentation même succincte des secteurs à urbaniser et OAP.

L'Autorité environnementale souligne :

- d'une part, la volonté de la commune de resserrer l'enveloppe urbaine autour des espaces déjà urbanisés en privilégiant l'urbanisation en dents creuses et dans les espaces laissés libres, des densités supérieures et des formes d'habitat différentes dans le bourg et au sein des hameaux ;
- d'autre part, son intention de conforter les grands espaces naturels, préserver les espaces à enjeux spécifiques de biodiversité et de paysage d'intérêt communal.

Cependant, le dossier doit aborder plus en détail les activités et projets impactant directement son territoire, et proposer une comparaison de l'évolution du zonage graphique du PLU actuel avec le projet de PLU⁴ afin d'appuyer ces propos.

Pour la bonne information du public, l'Autorité environnementale recommande de compléter le dossier par :

- **la territorialisation des enjeux identifiés sur la commune, l'élaboration d'une carte de synthèse croisant ces enjeux avec les futurs secteurs à urbaniser, associée à l'analyse plus approfondie de l'état initial des futurs secteurs à urbaniser ;**

4 Le dossier indique en page 47 du volet « justifications » que :

- « le bilan foncier du nouveau PLU marque une nette diminution des surfaces urbanisables. Les zones U et AU passent de 226,4 ha à 167,1 ha dans le présent PLU (soit - 59,3 ha) ». Une partie des zones AU de l'ancien PLU a été urbanisée et a été reclassée en zone urbaine ;
- Les zones agricoles augmentent nettement dans le nouveau PLU (passant de 1 418,2 ha à 1 570,7 ha), du fait du reclassement en zone agricole de l'ensemble des secteurs exploités ou exploitables (dont les éventuels secteurs de déprise) ;
- Dans le nouveau PLU les zones classées naturelles correspondent aux boisements, aux ripisylves, aux bosquets, etc... Elles sont en particulier réduites par rapport au PLU de 2007 du fait de l'ancien classement du site des Fromentaux en zone N mais qui ne correspond pas à l'usage actuel du site.

- une comparaison de l'évolution du zonage graphique actuel avec celui du projet de PLU pour rendre compte des ambitions de son projet.

2.2. Articulation du projet de plan local d'urbanisme avec les autres plans, documents et programmes

Le contexte réglementaire et notamment les documents supra-communaux sont abordés brièvement des pages 9 à 14 du diagnostic territorial et des pages 4 à 6 du volet « évaluation environnementale » dans lequel il est exposé la prise en compte de certains objectifs et orientations de ces documents supérieurs par les documents opposables du PLU (règlement écrit et graphique)⁵ et parfois au sein de l'état initial de l'environnement (en pages 16 et 17). Cette articulation porte sur le Sdage Rhône-Méditerranée 2022-2027, le Sage et le contrat de rivière « Basse vallée de l'Ain »⁶, le schéma régional d'aménagement, de développement et d'égalité des territoires (Srad-det) Auvergne-Rhône-Alpes, le schéma de cohérence territoriale (Scot) du Bugey-Côtière-Plaine de l'Ain (Bucopa), le plan de prévention des risques inondation (PPRI) de l'Ain, le programme local de l'habitat (PLH). Le dossier liste de façon générale les enjeux, les objectifs, les orientations et les règles. Concernant le Srad-det Auvergne-Rhône-Alpes, il est fait référence aux règles générales sans plus de détail. En outre, le plan régional santé environnement (PRSE4) n'est pas évoqué. Il est attendu que le dossier complète, étaye et approfondisse davantage les justifications de la bonne articulation du projet de PLU avec ces différents documents de rang supérieur afin de les traduire de façon opérationnelle sur le territoire.

L'Autorité environnementale recommande d'approfondir la justification de la bonne articulation du projet de PLU avec les documents supérieurs, en s'appuyant sur des exemples concrets, détaillant comment le projet de PLU contribue à l'atteinte des différents objectifs et orientations de ces documents et comment il les décline de manière opérationnelle dans son projet de territoire.

5 Par exemple, s'agissant :

- du Scot Bucopa :
 - 45 % des objectifs de construction doit se faire dans l'enveloppe urbaine. Un effort a été réalisé en ce sens, en particulier avec le resserrement de l'enveloppe urbaine des hameaux ou du centre village autour des espaces déjà urbanisés, la localisation des OAP sectorielle eau centre village ;
 - Le PLU a bien pris en compte l'agriculture et les zones agricoles (voir les chapitres concernés), ainsi que les trames verte et bleue, en particulier l'hydrosystème rivière d'Ain par classement en N.A ce niveau une OAP trame verte et bleue prends en compte les prescriptions du SCOT Bucopa.
- du Sdage Rhône-Méditerranée : les outils mis en oeuvre afin de respecter les orientations sont principalement, la maîtrise de l'urbanisation, l'utilisation du L151-23 permettant d'assurer la préservation des zones humides, la prise en compte de l'aléa inondation... Nous considérons que le PLU est compatible avec le SDAGE.
- du Sage de la basse vallée de l'Ain, le PLU a bien pris en compte la préservation des milieux aquatiques et l'espace de divagation de la rivière d'Ain, en particulier grâce au zonage et à la maîtrise de l'urbanisation. La mise en compatibilité du PLU n'aura pas d'incidence sur le SAGE et est donc compatible avec celui-ci ;
- du Plan de Prévention des Risques inondation (PPRI) de l'Ain, Le PLU a bien défini en zone N les zones inondables du PPRI et aucune urbanisation ne se fera sur zones inondables. Le projet de PLU n'aura pas d'incidence sur le PPRI ;
- du Srad-det Auvergne-Rhône-Alpes, la trame verte et bleue est bien pris en compte, y compris le risque inondation, la ressource en eau. PLU est compatible avec le Srad-det.

6 « Les dispositions du contrat de rivière « Basse vallée de l'Ain » de mise en compatibilité du PLU sont :

- ✓ Préserver les zones d'expansion de crues et les zones inondables, voire en recréer ;
- ✓ Préservation des zones stratégiques pour l'AEP actuelle et future de niveau 3 et leur non dégradation par les zones d'urbanisation future ;
- ✓ Éviter les activités présentant un risque pour la ressource en eau souterraine dans les zones stratégiques pour l'AEP actuelle et future.
- ✓ Prévoir dans les documents d'urbanisme des dispositions permettant de préserver les zones naturelles à dominante humide identifiées dans le SAGE. » - page 18 de l'état initial de l'environnement ».

2.3. État initial de l'environnement, incidences du plan local d'urbanisme sur l'environnement et mesures ERC

2.3.1. Consommation d'espace

Le dossier présente le calcul et la méthode relative à la consommation d'espace sur les dix dernières années. La consommation foncière totale sur la période 2012/2021 est estimée à 12,5 ha (dont 8 ha en extension de l'enveloppe urbaine de 2011 et 4,5 ha au sein de l'enveloppe urbaine), répartie de la manière suivante : 8,7 ha pour l'habitat (dont 4,5 ha en dent creuse et 4,2 ha en extension), 0,1 ha pour les équipements et les services et 3,7 ha pour les bâtiments agricoles. Cette analyse s'appuie sur les permis de construire du registre communal. Dans cette période, le nombre de logements réalisés est de 139 (dont 37 en collectif et 11 en individuel groupé), ce qui correspond à une consommation foncière moyenne de 625 m² par logement. Les locaux d'activités concernent des bâtiments agricoles d'élevage et l'équipement correspond au bâtiment d'accueil du périscolaire construit à côté de l'école. Ces constructions ont entraîné une consommation foncière de 3,8 ha, tous en extension de l'enveloppe bâtie. Le dossier ne précise pas qu'il ne comptabilise pas dans ce calcul, la consommation d'espaces des projets dits d'envergure nationale ou européenne (Pene)⁷ alors que cette information apparaît indispensable pour la bonne compréhension du public. Il s'agira de les identifier ainsi que les surfaces concernées même si leur comptabilisation est différenciée.

S'agissant du potentiel foncier, il est recensé au sein des enveloppes urbaines existantes, 10,6 ha répartis comme suit : dents creuses (6,8 ha) et tènements issus de divisions parcellaires (3,8 ha). Ces 10,6 ha se décomposent en 2,5 ha à Rignieu le Désert, 1,9 ha à l'Hôpital et 6,2 ha au centre-bourg de Chazey. Des cartes localisent les constructions réalisées sur la période 2012-2020 et le potentiel foncier en dent creuse ainsi que les divisions parcellaires possibles au sein de l'enveloppe urbaine des secteurs d'habitation (en pages 36 et 38 du diagnostic territorial). Le dossier ne semble pas comptabiliser les potentielles dents creuses correspondant aux secteurs d'activité du parc du Cheval (UPC), du port de Loyes (transpolis - UXa) et du parc industriel de la plaine de l'Ain (Pipa - UXb) comme il l'a fait pour l'habitat, ni la surface des emplacements réservés qui s'élève à plus de 5 ha situés en zone agricole et naturelle.

L'Autorité environnementale recommande d'exposer clairement le calcul de la consommation d'espace retenue sur la période de référence, de faire apparaître dans le dossier l'ensemble des capacités constructibles de la révision du PLU, qu'il s'agisse des besoins en matière d'habitat, mais aussi des besoins d'équipements et d'activité⁸ en distinguant ce qui relève des projets d'intérêt national ; en outre doivent être comptabilisés dans les prévisions de consommation foncière d'espaces naturels, agricoles et forestiers, les constructions récentes et les emplacements réservés.

⁷ En effet, la loi n° 2023-630 du 20 juillet 2023 visant à faciliter la mise en œuvre des objectifs de lutte contre l'artificialisation des sols et à renforcer l'accompagnement des élus locaux prévoit que certains projets d'envergure nationale ou européenne (PENE) puissent être décomptés des enveloppes régionales, afin que leur assiette foncière soit comptabilisée dans un forfait mutualisé au niveau national.

⁸ En termes d'équipement, le dossier mentionne que :

- l'enjeu pour la commune est donc de reconfigurer le groupe scolaire en agrandissant le restaurant scolaire (avec fonction self-service) et les préaux et en accueillant une nouvelle Bibliothèque Centre Documentaire ;
- la maison de retraite située au centre bourg a fermé et son bâtiment est vide depuis 2017. En revanche, a été créée en 2007 une résidence services seniors à L'Hôpital (Les Jardins de Monal) ;
- le Parc du cheval a pour objectif de renforcer et prolonger son activité en construisant de nouveaux paddocks le long de la piste de course et en accueillant un bâtiment de salles de cours pour le centre de formation.

2.3.2. Ressource en eau et assainissement

La commune s'inscrit dans la basse vallée de l'Ain. D'après le Sdage, « l'état écologique de la masse d'eau en 2009 (l'Ain du Suran à la confluence avec le Rhône) est considéré comme moyen et son état chimique comme bon ».

Le territoire communal est concerné par deux masses d'eau souterraines (source : SIE Rhône-Méditerranée) :

- Alluvions de la vallée de l'Ain dont l'état quantitatif et chimique est jugé mauvais en raison notamment d'une activité agricole dominée par les grandes cultures. L'utilisation de la ressource est destinée, pour une part importante, à l'irrigation et à l'eau potable ;
- Formations souterraines mollassiques de l'Est Lyonnais dont l'état quantitatif et chimique est jugé bon.

Les données, trop anciennes, doivent être actualisées sachant que le dossier fait référence au Sdage approuvé par arrêté préfectoral du 21 mars 2022.

L'Autorité environnementale recommande de prendre comme référence de l'état écologique de la masse d'eau (l'Ain du Suran à la confluence avec le Rhône) des données plus récentes.

Le dossier indique par ailleurs que la commune est recensée comme une commune vulnérable aux nitrates.

Concernant l'eau potable, le dossier recense les différents puits de captage AEP. Les plans de périmètres de protection et les déclarations d'utilité publiques (DUP) sont joints au dossier. Le tracé des périmètres de protection est reporté sur le plan de zonage, toutefois, il est peu lisible. Concernant le puits de Chazey, les surfaces des terrains représentant les périmètres de protection sont classés en zone agricole (A) pour la majorité et en zone naturelle (N) pour le bord de l'Ain. Le règlement de la zone A pourrait préciser qu'il s'agit d'une zone de protection et que l'objectif est de minimiser au maximum les risques d'impact sur la nappe. À défaut, un classement en zone N est préconisé. Par ailleurs, une zone d'habitation « hameau Sous L'Hormin » est présente au sein du périmètre de protection rapproché (PPR). D'après les documents fournis, il n'est pas aisé de savoir si cette zone est en assainissement collectif ou non. En effet, d'après le plan de zonage d'assainissement annexé au PLU datant de 2007, ce secteur est classé en assainissement non collectif alors que le rapport de présentation ne mentionne que quelques habitations situées à l'Hôpital, au Luizard et au Port de Loye en assainissement non collectif (ANC). Pour rappel, la DUP du Puits Chazey impose (au sein du PPR) que « toute construction à usage d'habitation sera obligatoirement reliée à l'égout [...] ». Le dossier n'aborde à aucun moment les capacités et les besoins futurs du projet en la matière.

S'agissant de la gestion des eaux usées, le dossier apporte plusieurs informations :

- la commune a élaboré un zonage d'assainissement en 2007 qui doit être mis à jour ;
- les différents réseaux collectifs et les stations de traitement des eaux usées sont recensés sur le territoire (villages de Chazey (945 EH), Rignieu-le-Désert (600 EH), L'Hôpital (350 EH) et le parc du cheval (300 EH)) et l'état de fonctionnement de ces dernières est présenté (source : rapports du service d'assistance technique aux exploitants de stations d'épuration (Satese) d'avril 2017 – page 85 du diagnostic environnemental). Pour chacune d'elles, cet état de fonctionnement est évalué de « très satisfaisant » à « satisfaisant ».

- le réseau d'assainissement des eaux usées est géré par la société Sogedo. D'après un rapport du gestionnaire (rapport annuel du délégataire, 2021), le réseau de collecte des eaux usées n'est pas conforme et des précisions sont demandées sur certains secteurs par manque de connaissances ;
- concernant l'état des lieux de l'assainissement individuel, peu d'informations sont données. Il est simplement précisé qu'il concerne des constructions dispersées sur le territoire, quelques habitations à L'Hôpital, une habitation au Luizard et Port-de-Loyes, soit au total une vingtaine d'habitations, sans en préciser le niveau de conformité. Le hameau du Luizard a été raccordé au réseau d'assainissement du Parc du Cheval ;
- en ce qui concerne la gestion des eaux pluviales, le réseau de la commune est de type unitaire. Il est exclusivement équipé d'ouvrages spécifiques de protection hydraulique tels que des déversoirs d'orage qui garantissent une réduction du risque de saturation des réseaux et de la station de traitement. Les eaux pluviales et usées transitant dans le réseau unitaire sont alors détournées vers le milieu naturel. Néanmoins, sur le hameau de L'Hôpital, des problèmes de saturation sont constatés en période de fortes pluies, qui n'ont pas été résolus à ce jour.

En conclusion, le dossier s'appuie sur les résultats d'un rapport réalisé en février 2023 (source : Bac conseils) pour estimer les capacités d'accueil futures des installations. Ainsi, « *le secteur du Parc du Cheval, traité par la station du Luizard peut accepter une augmentation de l'urbanisme, à hauteur de 25 habitants sous réserve de bien séparer le réseau pluvial de l'assainissement. Concernant le secteur Chazeys centre, le rapport conclut qu'il n'est pas possible d'augmenter l'urbanisme tant que la séparation des eaux usées et eau pluviales n'est pas réalisée. La même conclusion se porte sur le hameau de Rignieu le désert, ainsi que celui de L'Hôpital* ». Dans ce cadre, le zonage graphique du projet devrait faire apparaître une trame conditionnant l'urbanisation à la réalisation des travaux nécessaires afin que cette information soit plus lisible.

L'Autorité environnementale recommande en ce qui concerne l'assainissement collectif/autonome et l'accès à l'eau potable :

- **de conduire les diagnostics nécessaires et mener à leurs termes les travaux envisagés afin de s'assurer des ressources disponibles et des capacités des réseaux à subvenir aux besoins futurs ;**
- **d'actualiser les données et le plan de zonage d'assainissement et de s'assurer de la protection des captages AEP ;**
- **de compléter le plan de zonage graphique par une trame conditionnant l'ouverture à l'urbanisation des secteurs du projet de PLU à la réalisation des travaux d'assainissement nécessaires.**

2.3.3. Milieux naturels, biodiversité et fonctionnalités écologiques

Les différents zonages réglementaires et d'inventaires⁹ sont présentés et cartographiés dans la partie intitulée « Biodiversité et contexte écologique » des pages 28 à 39 du diagnostic environnemental, suivie d'une analyse de la trame verte et bleue (TVB) des pages 40 à 47. Une carte de l'inventaire des continuités écopaysagères de la TVB du Sradet Auvergne-Rhône-Alpes et du réseau écologique local¹⁰ est proposée sur le territoire communal. Une synthèse des enjeux et leur niveau de sensibilité, évalué de « très fort », « moyen », « faible » à « nul » relatifs à ces différents zonages conclut cette partie. Selon le dossier, « *l'évaluation environnementale compile des données bibliographiques issues de bases de données internet des services de l'État ainsi que des connaissances de terrains en particulier de type faune flore et zones humides* » sans que les dates de réalisation de ces prospections de terrain ne soient précisées (page 4 de l'évaluation environnementale). Concernant les zones humides, huit sont recensés¹¹ et listées (Cf carte de localisation – figure 9 page 22 du diagnostic environnemental) sur le territoire communal selon le dossier. Cependant, cet inventaire n'est pas exhaustif et aucune méthodologie quant à leur recensement et délimitation n'est présentée. La richesse des habitats naturels, de la faune et de la flore est présentée des pages 48 à 68 avec l'évaluation de leur niveau d'enjeux. Le dossier indique en revanche qu'aucune donnée n'est disponible sur les chiroptères. Cette partie ne fait cependant pas l'objet d'une territorialisation des enjeux.

L'Autorité environnementale recommande de compléter les inventaires sur l'ensemble des taxons susceptibles d'enjeux (dont chiroptères), d'apporter des précisions sur les expertises de terrain (dates de réalisation, conditions météorologiques, critères de définition des zones humides...) et ceci sur les zones affectées par le projet de PLU (ER, tissu urbain - OAP, zone UPC-, extensions...) .

9 La commune comprend sur son territoire :

- un arrêté préfectoral de protection de biotope (APPB) « Brotteaux de Chazey-sur-Ain » en partie située sur la commune de Serrières-sur-Ain ;
- concernant les sites Natura 2000, une partie de la zone spéciale de conservation (ZSC) « Basse vallée de l'Ain, confluence Ain-Rhône ». Trois autres ZSC se trouvent à moins de trois 3 km ; deux zones de protection spéciale (ZPS) se trouvent situées à plus de 2 km « Steppes de la Valbonne » (à environ 3 km au Nord-Ouest de la commune), et « La Dombes » (à 2,5 km au Sud-Ouest) ;
- en ce qui concerne les zones naturelles d'intérêt écologique faunistique et floristique (Znieff), :
 - deux Znieff de type I : à l'ouest, une petite partie de la « Rivière d'Ain de Neuville à sa confluence » et au sud-ouest, les « Prairies du Luisard ». Cinq autres se trouvent à proximité de la commune ;
 - en partie une Znieff de type II : « Basse vallée de l'Ain ».

10 - La sous-trame bleue est représentée par la rivière d'Ain et ses affluents, notamment le ruisseau de Noirefontaine, qui sont des zones humides d'importance départementale.

- La trame verte remarquable correspond majoritairement à des réservoirs de biodiversité liés aux habitats jouxtant les zones humides.

- La sous-trame bocagère (d'importance non départementale) et boisée : le fond de vallée est en bon état et est très largement dominé par le bocage avec présence de haies et parcelles avec des prairies. Les reliefs sont quant à eux largement boisés.

- Concernant les corridors locaux, les déplacements d'espèces sur la commune sont facilités par cet important réseau bocager qu'il convient de sauvegarder.

La commune présente une perméabilité forte aux différentes espèces, qu'elles soient liées au continuum bocager ou au continuum forestier. Chazey-sur-Ain est en effet une commune préservée, sans étalement urbain et avec des habitats de qualités (bocage, boisement non fragmenté). Néanmoins le réseau routier et plus particulièrement la D979 fortement empruntée est un obstacle notable aux déplacements.

La commune de Chazey-sur-Ain possède une perméabilité forte majoritairement et possède plusieurs réservoirs de biodiversité (liés aux Znieff), les enjeux sur les fonctionnalités écologiques sont donc importants.

11 Un inventaire des zones humides est disponible dans l'Ain et concerne les zones humides de plus d'un hectare, celles d'une surface inférieure n'étant pas cartographiées dans cette campagne d'inventaire – page 21 du diagnostic environnemental.

Selon le dossier, les zonages du projet de PLU ont été définis en prenant en compte les Znieff¹², les zonages Natura 2000 ainsi que les corridors écologiques (classement en L.151-23 permettant d'assurer une continuité paysagère), en particulier l'hydrosystème rivière d'Ain classé en zone N. Cette affirmation ne semble pas cohérente avec par exemple la cartographie du réseau écologique local en page 46 du diagnostic environnemental puisque le zonage graphique n'a pas repris l'ensemble des éléments constitutifs du continuum bocager présent sur la commune alors que celui-ci apparaît relativement réduit sur le territoire communal. En outre, l'évaluation environnementale fait ressortir des enjeux jugés moyens et des incidences sur les secteurs non encore aménagés du parc du Cheval (zone urbaine (UPC)), situé en Znieff de type 1. Pour autant, le dossier n'a pas effectué de zoom spécifique sur le secteur UPC dédié pour essayer de prendre en compte le développement futur de l'activité équestre du parc du cheval.

Par ailleurs, le dossier mentionne la création d'une orientation d'aménagement et de programmation (OAP) trame verte et bleue aux pages 29 et 30 de l'évaluation environnementale, mais celle-ci n'est pas retranscrite au sein du document dédié « OAP », ce qui est à corriger. En effet, la réalisation d'un document à portée pédagogique portant sur la définition de la TVB à l'échelle du territoire communal accompagné d'une cartographie et la traduction concrète des orientations aurait été appréciable, en plus des prescriptions introduites dans le règlement.

L'Autorité environnementale recommande de renforcer la prise en compte de la biodiversité par des dispositions réglementaires plus prescriptives, en particulier au regard des incidences relevées sur le secteur UPC du parc du Cheval et le nécessaire maintien du bocage ou linéaire de haies encore existant.

2.3.4. Les risques (naturels et technologiques)

La centrale nucléaire du Bugey est située à moins de 10 km du territoire communal qui est couvert par un plan particulier d'intervention (PPI).

Le territoire est aussi concerné par un plan de prévention des risques naturels d'inondations (PPR-Ni), approuvé le 6 septembre 2005. En complément, un porté à connaissance de l'aléa inondation de l'Ain et de ses affluents en date du 31 mai 2018 précise les principes d'application afin de prendre en compte le risque dans l'aménagement. Celui-ci montre que le secteur du parc du Cheval est particulièrement touché en cas d'aléas « moyen » à « fort ».

2.3.5. Le bruit et la qualité de l'air

S'agissant du classement sonore des infrastructures de transport terrestre, le territoire communal est concerné par :

- ✓ Le tronçon ferroviaire 5255-1 en catégorie 2 pour une largeur de 250 m ;
- ✓ La route départementale D 1084 en catégorie 3 pour une largeur de 100 m ;
- ✓ L'autoroute A 42, en catégorie 1 pour une largeur de 300 m et la présence de deux aires de repos « Aire de Chazey-sur-Ain » dans le sens Lyon - Bourg-en-Bresse, et dans le sens contraire, l'« aire des Brotteaux ».

¹² Zone naturelle d'intérêt écologique, faunistique et floristique : On distingue deux types de Znieff: les Znieff de type I : espaces homogènes écologiquement, définis par la présence d'espèces, d'associations d'espèces ou d'habitats rares, remarquables ou caractéristiques du patrimoine naturel régional. Ce sont les zones les plus remarquables du territoire ; les Znieff de type II : espaces qui intègrent des ensembles naturels fonctionnels et paysagers, possédant une cohésion élevée et plus riches que les milieux alentours.

Le dossier aurait pu se référer à la base de données Orhane¹³ qui identifie les secteurs de la RD 1084, l'A 42 et la voie ferrée au nord du territoire comme des zones « très dégradées » à « altérées » en termes de bruit et de qualité de l'air. Seul le secteur de Port de Loyes est concerné. Il est classé en zone naturelle ou agricole, et il n'est pas prévu de développement de l'urbanisation sur le hameau.

L'air et la pollution de l'air sont exposés des pages 68 à 74 du diagnostic environnemental. Des graphiques représentent les émissions des différents polluants par secteurs émetteurs sur la commune en 2015, les moyennes journalières observées par polluants de janvier à septembre 2022 et des tableaux indiquent les valeurs réglementaires annuelles de 2016 à respecter, les valeurs de dépassement ainsi que les jours d'activation des dispositifs préfectoraux de 2011 à 2016. Cette partie nécessite d'être actualisée et complétée par les valeurs de références de l'organisation mondiale de la santé et accompagnée d'une analyse des résultats pour évaluer à ce stade la situation à l'échelle communale.

L'Autorité environnementale recommande

- **que le projet de PLU prenne en compte l'ensemble des nuisances présentes sur le territoire communal, notamment en se référant à la base de données Orhane afin d'éviter toute exposition supplémentaire des populations ;**
- **de mettre à jour les données du dossier en se référant aux valeurs-guides de l'organisation mondiale de la santé (OMS) révisées en 2021.**

2.3.6. Changement climatique et énergie

Concernant les émissions de GES, le dossier ne présente pas de bilan carbone permettant d'identifier les leviers d'action mobilisables pour inscrire la commune dans la trajectoire de la stratégie nationale bas carbone.

Tant pour les aspects de qualité de l'air que pour la question des GES, l'enjeu des transports semble prégnant sur le territoire communal au regard des difficultés de circulation et des projets de contournements¹⁴. Néanmoins, le dossier ne présente aucune analyse précise et quantitative des améliorations apportées par le projet de révision du PLU en matière d'émission de polluants, de consommation énergétique ou de gaz à effet de serre d'un point de vue global. L'insuffisance des éléments présentés dans le dossier ne permet pas d'apprécier la bonne prise en compte des enjeux qualité de l'air et climatique par le projet de PLU.

L'Autorité environnementale recommande de :

- **de mettre en place un observatoire sur les modes de déplacements à l'échelle de la communauté de communes et d'engager une réflexion visant à optimiser le projet de développement du territoire de façon élargie dans le sens d'une réduction de la dépendance de celui-ci à la voiture individuelle ;**

13 <https://www.orhane.fr/>

14 « *Problèmes globaux remarqués par les élus : La circulation est importante dans les traversées du bourg principal et, dans des proportions moindres, de Rignieu. Les circulations poids-lourds ont été améliorées par l'interdiction aux plus de 19 tonnes. En revanche la circulation de véhicules légers en transit est toujours importante au sein du village ou à L'Hôpital (destination : le PIPA). Des aménagements sécuritaires sont programmés en 2017 à L'Hôpital (cousins berlinois). Les objectifs de l'emplacement réservé prévu pour la déviation de la RD 40 : Réflexion liée aux migrations alternantes : les RD 40 et 62 sont les plus circulées au sein du village. L'emplacement réservé n°1 permettant une déviation épouse une courbe pour contourner le bourg, de manière à ne plus faire entrer le trafic de transit en son coeur, où toutes les circulations convergent* » - page 80 du diagnostic environnemental.

- présenter un bilan carbone complet du projet de PLU, ainsi que les mesures mises en œuvre pour réduire les gaz à effet de serre (mobilité active, transports en commun, co-voiturage et autopartage, territorialisation des énergies renouvelables).

2.4. Solutions de substitution raisonnables et exposé des motifs pour lesquels le projet de plan local d'urbanisme a été retenu

Le rapport de présentation justifie le scénario retenu en mettant en avant le manque d'attractivité du bourg et la forte croissance des « petits » hameaux. La révision du PLU doit permettre de retrouver une attractivité du bourg où se situe la majorité des commerces, services et équipements publics. La commune vise ainsi une progression moyenne annuelle de 1 %, légèrement supérieure à l'hypothèse retenue par le Scot Bucopa (0,81 %) et à la croissance moyenne annuelle de la communauté de communes de la plaine de l'Ain (0,9 %) alors que le dossier mentionne que la croissance démographique s'est nettement ralentie (0,2 %) sur la période 2013-2019 après des décennies de fortes croissances (supérieures à 1,5 %). Le projet s'appuie sur un scénario démographique unique et un objectif de 108 logements à construire à l'horizon du futur PLU sans toutefois se baser sur une évaluation précise des besoins en habitat, équipement et activités. Par ailleurs, au regard des enjeux de transport et du développement des activités économiques, il serait plus opportun d'envisager un projet à l'échelle intercommunale plutôt qu'au seul territoire communal.

L'Autorité environnementale recommande de justifier le scénario retenu au regard des évolutions démographiques récentes tout en se basant sur des besoins précis en matière d'habitat, d'équipements et d'activités.

2.5. Dispositif de suivi proposé

Une liste d'indicateurs de suivi est proposée en pages 34 et 35 de l'évaluation environnementale accompagnée de leur périodicité, leur source et d'une référence zéro. Une analyse de l'évolution du linéaire bocager, des haies et des ripisylves doit compléter cette liste.

L'Autorité environnementale recommande que le tableau des indicateurs comprenne un suivi du linéaire bocager constitué des haies et ripisylves.